



LE RÉSEAU JURIDIQUE CANADIEN VIH/SIDA DANS LES CARAÏBES

Pourquoi les Caraïbes? Et pourquoi les droits LGBTQ?

La région des Caraïbes a le deuxième taux de prévalence du VIH le plus élevé au monde, après l'Afrique subsaharienne. L'ONUSIDA et des agences régionales et nationales ont identifié l'homophobie comme un facteur contribuant à cette statistique saisissante. Le cadre juridique et social varie considérablement, dans la région, tout comme les manières dont la communauté s'organise pour défendre et promouvoir les droits humains des personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres et queer (LGBTQ). Toutefois, dans de nombreux pays des Caraïbes, en particulier les États du Commonwealth, la criminalisation des relations sexuelles consensuelles entre personnes de même sexe et des personnes de genre non conforme – qui s'accompagne d'une stigmatisation et d'une discrimination sociétales plus larges, souvent intensifiées par des groupes religieux fondamentalistes – a des effets dévastateurs sur la santé et les droits humains.

Entre autres répercussions néfastes, les hommes gais et autres hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes (HRSH) et les personnes trans sont écartés des programmes efficaces de prévention, de traitement et de soins pour le VIH. Les résultats sont dévastateurs. La Jamaïque a le taux de prévalence du VIH le plus élevé chez les HRSH dans l'hémisphère occidental (33 %), si ce n'est dans le monde; à la Barbade et en Dominique, ces taux sont respectivement de 14 % et 26 %. Or ce n'est pas une coïncidence : dans ces pays, les relations sexuelles consensuelles entre hommes sont un crime passible de plusieurs années d'emprisonnement. De plus, on y offre peu de protection contre la discrimination, voire aucune, et les cas de violence et de harcèlement homophobes à l'encontre des gais, lesbiennes et personnes trans y sont fréquents.

Les militants se mobilisent, dans la région, et élaborent diverses stratégies pour défendre les droits des personnes LGBTQ : sondages d'opinion publique, éducation des communautés et des autorités policières au sujet des droits humains, amplification des voix de leaders religieux progressistes, implication des parlementaires et des responsables des politiques dans la réforme du droit, plaidoyer médiatique et recours aux tribunaux. Le Réseau juridique canadien VIH/sida (le Réseau juridique) et son expert des Caraïbes au Canada collaborent avec des partenaires locaux de la région afin de contester les lois, politiques et attitudes qui contribuent à la violence, à la discrimination et à l'épidémie persistante du VIH, et de demander leur abolition.

L'approche et les stratégies

Le Réseau juridique déploie diverses stratégies dans les Caraïbes pour assurer la réalisation des droits humains de tous et de toutes :

➔ Contestation de lois anti-LGBTQ

En partenariat avec des alliés locaux et internationaux, le Réseau juridique dirige et/ou appuie des actions en justice afin de contester des lois anti-LGBTQ. Nous appuyons présentement deux affaires constitutionnelles devant les tribunaux de la **Jamaïque**, intentées par notre avocat interne, Maurice Tomlinson, militant jamaïcain pour les droits humains. La première est un appel pour contester le refus de stations de télévision de diffuser une publicité incitant au respect des droits humains des hommes gais jamaïcains. La seconde est une contestation des lois jamaïcaines de l'époque coloniale qui criminalisent la « sodomie » et la « grossière indécence » entre hommes – une poursuite dans le cadre de laquelle nous faisons face à l'opposition non seulement du gouvernement jamaïcain, mais également de dix groupes religieux fondamentalistes qui se sont vu accorder le statut de « parties intéressées ». À la **Barbade**, le Réseau juridique appuie la requête adressée par trois militant-es LGBTQ à la Commission interaméricaine des droits de l'homme afin que celle-ci rende une décision exécutoire établissant que les lois du pays sur la « sodomie » et l'« indécence grave » violent la *Convention américaine relative aux droits de l'homme*. En juin 2019, le Réseau juridique a également soutenu un militant du Commonwealth de la **Dominique** dans une contestation de lois similaires du pays qui portent atteinte à divers droits de la personne manifestement garantis par la constitution nationale.

➔ **Formation à la sensibilité**

En se basant sur la formation conçue pour le Service de police de Toronto et adaptée pour les Caraïbes par notre partenaire AIDS-Free World, le Réseau juridique continue d'offrir une formation à la sensibilité à l'égard des personnes LGBTQ, à l'intention des services en uniforme des Caraïbes. En collaboration avec des groupes LGBTQ et des établissements gouvernementaux nationaux, nous avons jusqu'ici formé des membres de la police, des corps de pompiers, des services de douanes et d'immigration, de la sécurité portuaire et de l'armée à Antigua-et-Barbuda, en Barbade, en Dominique, à la Grenade, à Saint-Kitts-et-Nevis, à Sainte-Lucie et au Suriname. Nous cherchons à offrir ce programme de formation dans d'autres pays de la région, notamment en Jamaïque.

➔ **Un travail avec des leaders religieux**

Les leaders spirituels exercent une grande influence, dans les Caraïbes, notamment auprès des législatures nationales. Le Réseau juridique appuie le travail des leaders spirituels progressistes en les aidant à faire rayonner un message plus inclusif. Plusieurs agents de services en uniforme sont également des leaders laïcs ou pasteurs à temps partiel et nos relations avec eux nous offrent une occasion de déboulonner certains des principaux mythes à propos des personnes LGBTQ. Ici et là dans le Commonwealth, la religion joue un rôle considérable dans le maintien de lois criminalisant les personnes LGBTQ et elle fait partie des discussions visant à abolir ces lois. C'est pourquoi en 2017, à l'occasion du 50^e anniversaire de la toute première décriminalisation de la sodomie dans le Commonwealth (le Royaume-Uni), nous nous sommes unis à des leaders chrétiens locaux et internationaux pour organiser la première conférence internationale en Jamaïque sur le rôle de l'église (hier, aujourd'hui et demain) pour mettre fin aux lois anti-LGBTQ. Cet événement marquant, intitulé Intimate Conviction, a été webdiffusé en direct et ses enregistrements sont accessibles sur notre site Web, de même que les actes édités des exposés de la conférence. Nous avons partagé cette ressource avec des centaines de politiciens, juges, leaders religieux et autres parties prenantes des quatre coins du Commonwealth. Nous travaillons avec d'autres leaders religieux et partenaires de la société civile afin d'organiser des dialogues similaires dans d'autres pays du Commonwealth où de telles lois sont encore en vigueur.

➔ **Rapports à des organes nationaux et internationaux**

Le Réseau juridique collabore avec des groupes locaux à présenter des mémoires aux organes parlementaires et onusiens, décrivant les effets de l'homophobie sur les personnes LGBTQ dans les Caraïbes. Un de ces mémoires a été adressé au Comité spécial mixte du Parlement de la Jamaïque chargé d'étudier la Loi sur les crimes sexuels du pays, qui impose l'inscription des « délinquants sexuels » et la surveillance de toute personne reconnue coupable en vertu des lois criminalisant les relations sexuelles consensuelles entre hommes. Nous adressons également des mémoires à des sous-comités parlementaires canadiens chargés d'examiner la réponse de notre pays à la situation des personnes LGBTQ dans les Caraïbes et ailleurs au monde. Nous utilisons notre statut consultatif spécial auprès de l'ONU afin d'amplifier les voix des militants locaux de divers pays du sud, et de compléter les efforts des défenseurs des droits LGBTQ des Caraïbes pour inciter les pays à respecter leurs obligations internationales en matière de droits humains. Nous sommes l'un des rares organismes de la société civile inscrits auprès de l'Organisation des États américains (OÉA) et sommes membres d'une coalition régionale qui défend régulièrement les droits humains des personnes LGBTQ dans ce forum.

➔ **Campagnes de visibilité**

Avec des partenaires locaux, le Réseau juridique a contribué activement à l'organisation de la toute première manifestation pour l'égalité et l'inclusion, tenue devant le Parlement de la Barbade et suivie d'événements similaires à la Grenade et en Jamaïque. Nous avons également parrainé les éditions inaugurales de la Fierté de Montego Bay et de la Fierté de la Barbade en 2015 (et trois activités annuelles subséquentes de la Fierté de Montego Bay, qui est à présent organisée de manière indépendante par des militants locaux), avons participé à des panels et discussions publiques sur l'homophobie dans la région, et avons tenu des séances de discussion publique sur le traitement des personnes LGBTQ en Jamaïque, notamment à la suite du visionnement du documentaire primé *The Abominable Crime*.

➔ **Travail avec les communautés de la diaspora**

Le Réseau juridique présente régulièrement des exposés lors d'événements de la diaspora caraïbienne, en plus de collaborer avec des groupes de la diaspora et de fournir des informations sur son travail dans la région. En travaillant avec des ressortissants des Caraïbes dans le nord, par l'entremise d'organismes comme la Jamaica Association of Gays and Lesbians Abroad (JAGLA) et la Jamaican Canadian Association (JCA), et de groupes similaires dans d'autres communautés des Caraïbes, nous aidons les groupes de la diaspora à mobiliser leurs pays hôtes et les

missions diplomatiques de ceux-ci à l'étranger et à les inciter à agir pour mettre fin aux lois et politiques anti-LGBTQ dans les Caraïbes. En 2018, nous avons dirigé avec succès des efforts à l'appui d'une pétition jamaïcaine visant à empêcher un pasteur étatsunien d'entrer en Jamaïque pour y prêcher la mise à mort des personnes LGBTQ.

À propos du Réseau juridique canadien VIH/sida

Le Réseau juridique canadien VIH/sida fait valoir les droits humains des personnes vivant avec le VIH ou le sida et de celles qui sont à risque ou affectées autrement, au Canada et dans le monde, à l'aide de recherches et d'analyses, d'actions en contentieux et d'autres formes de plaidoyer, d'éducation du public et de mobilisation communautaire. S'appuyant sur des données et des analyses solides afin de combattre la stigmatisation et la discrimination à l'endroit des personnes LGBTQ de même que les politiques malavisées et les injustices auxquelles ces facteurs contribuent, le Réseau juridique s'efforce de créer un monde où la santé et les droits humains de toutes personnes LGBTQ seront entièrement protégés.